

# Campagnes contemporaines

Enjeux économiques  
et sociaux des espaces  
ruraux français

S. Blancard, C. Détang-Dessendre,  
N. Renahy, coord.



# Campagnes contemporaines

Enjeux économiques et sociaux  
des espaces ruraux français

Stéphane Blancard,  
Cécile Détang-Dessendre,  
Nicolas Renahy, coord.

Éditions Quæ  
RD 10, 78026 Versailles Cedex

## Collection *Update Sciences & Technologies*

Valeurs de la biodiversité et services écosystémiques  
Perspectives interdisciplinaires  
P. Roche, I. Geijzendorffer, H. Levrel, V. Maris, coord.  
2016, 220 p.

Partenariats pour le développement territorial  
A. Torre, D. Vollet, coord.  
2015, 256 p.

Abeilles et paysages  
Enjeux apicoles et agricoles  
E. Maire et D. Laffly, coord.  
2015, 192 p.

Repenser l'économie rurale  
P. Jeanneaux, P. Perrier-Cornet, coord.  
2014, 278 p.

Terres agricoles périurbaines  
Une gouvernance foncière en construction  
N. Bertrand, coord.  
2013, 256 p.

Cet ouvrage a bénéficié du soutien financier du GIS AGRALE.

Éditions Quae  
RD 10  
78026 Versailles cedex, France  
[www.quae.com](http://www.quae.com)

---

© Éditions Quæ, 2016

ISBN 13 : 978-2-7592-2516-3

ISSN : 1773-7923

Le Code de la propriété intellectuelle interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique, et est sanctionné pénalement. Toute reproduction, même partielle, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, Paris 6°.

# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	1
---------------------------	---

*Stéphane Blancard, Cécile Détang-Dessendre, Nicolas Renahy*

## **Partie 1 – Population et modes de vie**

<b>Chapitre 1 – La population des villes et des campagnes : des mobilités qui comblent les disparités historiques ?</b> .....	9
---	---

*Cécile Détang-Dessendre et Virginie Piguet*

Les espaces périurbains, grands gagnants des évolutions démographiques sur 40 ans .....	10
Une population rurale plus âgée et moins qualifiée.....	13
Flux de population : des soldes qui masquent l'importance des échanges entre types d'espace .....	16
Les villes attirent les plus jeunes, le périurbain et le rural les familles avec enfants.....	18
Conclusion .....	21
Références bibliographiques .....	21

<b>Chapitre 2 – Les classes populaires en milieu rural</b> .....	23
--	----

*Julian Misch, Nicolas Renahy, Abdoul Diallo*

Une surreprésentation relative des classes populaires dans les espaces ruraux.....	24
Des bourgs ruraux fortement populaires.....	25
Radiographie des ouvriers et employés ruraux.....	29
Conclusion .....	32
Références bibliographiques .....	32

**Chapitre 3 – Localisation résidentielle et environnement :  
entre attraction et dégradation..... 35**

*Sophie Legras*

Les aménités environnementales : facteurs d’attraction des ménages.....	36
Les choix résidentiels des ménages : facteurs de dégradation d’aménités environnementales.....	39
Conclusion .....	43
Références bibliographiques .....	44

**Partie 2 – Activités productives des espaces ruraux et périurbains**

**Chapitre 4 – Le développement des activités liées aux résidents :  
un nouveau souffle pour les espaces ruraux ?..... 49**

*Francis Aubert, Quentin Frère, Denis Lépicier,  
Stéphanie Truchet, Dominique Vollet*

Évolution générale de la géographie des activités productives et présentes.....	50
Des activités présentes qui se distinguent par les conditions d’emploi.....	55
De nouvelles formes de différenciation spatiale.....	59
Conclusion .....	61
Références bibliographiques .....	62

**Chapitre 5 – Production agricole et préservation des espaces  
naturels : entre conflit et compatibilité d’objectifs..... 63**

*Stéphane Blancard et Elsa Martin*

Production agricole et préservation de l’environnement : analyse économique des enjeux.....	64
Nature des relations entre productivité agricole et préservation de l’environnement : une appréciation à partir de deux exemples .....	67
Conclusion .....	70
Références bibliographiques .....	70

**Chapitre 6 – Service public ou service marchand ? Les Chambres  
d’agriculture face à la reconfiguration du conseil ..... 73**

*Claude Compagnone, Sandrine Petit, Carole Barthès*

Vers l’élaboration d’une grille d’analyse .....	74
Dessiner le profil d’action d’une Chambre d’agriculture .....	79
Une typologie des Chambres à partir de leur profil organisationnel.....	80

Conclusion .....	82
Références bibliographiques .....	83
<b>Chapitre 7 – Innovation et coopération des entreprises agroalimentaires : le rôle des proximités.....</b>	<b>85</b>
<i>Delphine Gallaud, Michel Martin, Corinne Tanguy</i>	
Le rôle de la proximité dans les processus d'innovation .....	86
La coopération pour innover dans les entreprises agroalimentaires.....	89
Conclusion .....	92
Références bibliographiques .....	93
 <b>Partie 3 – Institutions et politiques publiques</b>	
<b>Chapitre 8 – L'accès aux commerces et services dans les territoires de vie du quotidien.....</b>	<b>99</b>
<i>Aleksandra Barczak et Mohamed Hilal</i>	
Le commerce et les services au cœur du débat public .....	100
Quels commerces et services dans les communes en 2013 ?.....	102
Des évolutions contrastées entre 1980 et 2013.....	107
Quelle pertinence de l'intercommunalité par rapport aux pôles de services ? .....	112
Conclusion .....	114
Références bibliographiques .....	115
<b>Chapitre 9 – Quelle place pour les espaces ruraux dans le millefeuille territorial ?.....</b>	<b>117</b>
<i>Francis Aubert, Marie-Laure Breuillé, Virginie Piguet</i>	
Les communes rurales au rez-de-jardin de l'édifice territorial .....	117
Coopération intercommunale et communes rurales : éclairage par la théorie économique.....	120
Une coopération qui insère les communes rurales dans de larges périmètres intercommunaux .....	122
Quel avenir pour les communes rurales ? .....	127
Références bibliographiques .....	128
<b>Chapitre 10 – Le contrôle du foncier en France, entre stratégies familiales et politiques publiques.....</b>	<b>129</b>
<i>Gilles Laferté et Yannick Sencébé</i>	

De la propriété notabiliaire à la propriété paysanne (XIX <sup>e</sup> -mi XX <sup>e</sup> siècles) .....	130
La modernisation agricole ou la main visible de l'État .....	131
Stratégies familiales de contournement : l'inéluctable concentration foncière et agricole.....	133
Limites de la politique foncière et tentatives de refondation.....	134
Conclusion .....	137
Références bibliographiques .....	137
<b>Chapitre 11 – L'évaluation des politiques comme outil d'aide à la décision : l'exemple du programme Objectif 5b.....</b>	<b>141</b>
<i>Denis Lepicier et Lionel Védrine</i>	
La politique de développement rural Objectif 5b : objectifs visés et impacts attendus.....	142
L'approche attributive de l'évaluation : la recherche d'effets propres des politiques.....	148
Les impacts du programme 5b .....	150
Conclusion .....	153
Références bibliographiques .....	154
<b>Conclusion .....</b>	<b>155</b>
<i>Jean Cavailhès et Bertrand Schmitt</i>	
La périurbanisation de la population : encore (et encore ?).....	156
La prégnance de l'économie présenteielle et le décentrage de l'économie productive vers les périphéries des villes.....	157
Le poids des politiques publiques et la nécessité de les évaluer.....	158
Des questionnements qui dépassent largement les frontières hexagonales.....	159
Références bibliographiques .....	160
<b>Liste des auteurs .....</b>	<b>161</b>



# Introduction

Stéphane BLANCARD, Cécile DÉTANG-DESSENDRE, Nicolas RENAHY

La représentation des campagnes dans l'espace public est ambivalente, et ce de manière récurrente. L'adjectif rural vient qualifier un espace de production agricole (alors que l'espace rural compte aujourd'hui moins de 6 % d'exploitants parmi ses actifs), il peut aussi désigner des territoires considérés comme isolés ou « périphériques », ou bien au contraire véhiculer l'image d'un univers bucolique. À distance de visions uniformisées ou de l'urgence médiatique, cet ouvrage a pour but de mettre en lumière différentes facettes des dynamiques des espaces ruraux et périurbains. Car le pluriel s'impose pour comprendre des territoires très différenciés à la confluence de multiples évolutions économiques, sociales et institutionnelles. L'enjeu est de proposer des analyses croisant les disciplines (économie et sociologie), mais aussi à différentes échelles – locale et nationale – pour éclairer les transformations des campagnes contemporaines.

Regrouper sous le terme de « campagne » des espaces aussi différents que des petites communes faiblement peuplées et éloignées des grandes villes, des territoires dont un minimum de 40 % des actifs travaillent dans les pôles urbains, des pôles de taille réduite mais qui offrent un accès à une série de biens, emplois et services peut apparaître étonnant. 83 % de la population française ne réside-t-elle pas aujourd'hui dans de grandes aires urbaines ou sous leur influence directe ? Mais face à la réalité d'une société massivement urbanisée, les chercheurs doivent se préserver d'une grille de lecture urbano-centrée, qui masquerait les différences parfois non négligeables qui existent entre types d'espaces, que ce soit en termes de peuplement, d'activité, d'emploi, ou bien encore d'encadrement institutionnel. L'exercice n'est pas simple, il demande un effort de décentrement de l'analyse, il nécessite de s'intéresser à des objets souvent placés à la marge des questionnements centraux de nos disciplines scientifiques respectives (Doïdy *et al.*, 2008 ; Gaigné *et al.*, 2012). Il impose, d'abord, de prendre du recul par rapport à la catégorie même de campagne, dont l'appréhension a évolué mais dont la constance est sans doute d'être toujours depuis l'après-guerre définie par la négative : les espaces ruraux étaient tout ce qui n'était pas une agglomération de 2 000 habitants ou plus, ce qui n'appartenait pas à une zone de peuplement industriel et urbain (ZPIU,

catégorie retenue par l'INSEE entre 1962 et 1990 pour mesurer l'influence des villes sur les espaces ruraux) ; aujourd'hui, ils ne constituent plus une catégorie dans le zonage en aires urbaines (ZAU, cf. encadré 1.1). Le parti pris de cet ouvrage est de leur donner une existence analytique face aux enjeux économiques et sociaux qui ont cours dans ces territoires faiblement peuplés, à distance plus ou moins forte des métropoles. En cela, il s'inscrit dans la poursuite des questionnements et connaissances proposés par Schmitt et Perrier-Cornet (Schmitt *et al.*, 1998) lorsqu'ils renversaient les liens de façon provocatrice en étudiant « les campagnes et leurs villes ». Il s'agit, autrement dit, d'appliquer à la compréhension du territoire national ce que l'anthropologue Gérard Lenclud (2013) appelle un « principe de parité » : mesurer en toute rigueur l'urbanisation de la société française nécessite d'analyser les campagnes au même titre que les villes, malgré leur caractère démographiquement minoritaire ou politiquement « périphérique ». Il s'agit de le faire en tenant compte de leurs différenciations internes et d'aller observer de près les effets de cette urbanisation aux marges des villes. Il s'agit, aussi, de croiser ces derniers à d'autres logiques, que sont notamment le développement de l'économie présenteielle, la montée des enjeux environnementaux dans l'agriculture, l'organisation de la coopération entre entreprises ou entre communes, la réorganisation des moyens attribués aux services publics ou encore la redéfinition des politiques publiques.

Ce dernier point est devenu essentiel dans l'appréhension commune de ce que sont aujourd'hui les espaces ruraux. Les politiques publiques d'après-guerre étaient mues par un objectif politique d'égalité des territoires en matière de reconstruction économique et, surtout, de mise en place d'un État social. La ville de 2 000 habitants, bien souvent le chef-lieu de canton, était l'échelon de base devant permettre le bon développement du pays. Dans la période contemporaine, la logique de regroupements institutionnels (des communes, plus récemment des régions) aboutit à placer davantage la focale sur les métropoles. La grille de lecture du territoire national est dès lors plus centrée sur ces dernières, en témoigne l'autonomisation de la catégorie de périurbain, sorte de « sas » entre villes et campagnes<sup>1</sup>. Parfois assimilées aux banlieues, les communes périurbaines en sont pourtant très éloignées : si près de la moitié au moins de leurs actifs travaillent dans les grands pôles urbains, la configuration de leur habitat est d'abord celle de la zone pavillonnaire développée autour d'un centre ancien, quand celle de leurs équipements se rapproche des communes constituant les espaces ruraux. Prenant acte de cette évolution mais aussi de ces permanences, les campagnes dont il sera question ici seront des espaces dits « ruraux » ou « périurbains », mais de faible densité, où l'activité économique continue de jouer un rôle majeur, et où les enjeux d'équipements publics et privés sont importants.

Trois grandes entrées sont proposées. La population et les modes de vie constituent la première. Il s'agira en particulier de mieux comprendre qui réside dans les espaces non urbains, et quelles sont les logiques économiques et sociales qui orientent le peuplement de ces territoires. Au-delà de la chute du nombre d'agriculteurs, les grandes évolutions démographiques des 40 dernières années conduisent à reconsidérer les dynamiques des espaces ruraux selon leurs liens à la ville. Ainsi, la décomposition par âge et catégories sociales des flux migratoires entre espaces urbains, périurbains et ruraux offre une clé de

---

<sup>1</sup> Ainsi pour Jacques Donzelot (2004), « vivre dans le périurbain, c'est s'installer non seulement “à la campagne” mais “dans le mouvement” ».

lecture localisée de la structure sociale : si la population rurale est en moyenne plus âgée que la moyenne nationale, le déficit des villes en familles avec enfants creuse leur pyramide des âges et finalement augmente le poids de la population âgée dans l'urbain, plus que dans les espaces périurbains et même ruraux (chapitre 1). La structure sociale des espaces ruraux contemporains, tout en suivant les grandes évolutions nationales (baisse de la proportion d'indépendants, part croissante des classes moyennes et supérieures), mérite donc d'être considérée pour elle-même. On y observe notamment le maintien d'une majorité de classes populaires, différenciées de celles résidant en zones urbaines puisque les ouvriers de l'industrie, les personnels des services directs aux particuliers et les employés civils et agents de service de la fonction publique y sont proportionnellement plus représentés (chapitre 2). Quelles que soient les catégories socioprofessionnelles, les mobilités entre ville et campagne sont cependant intenses. Cette partie se clôt par une synthèse des ressorts des choix de localisation résidentielle, arbitrage entre motivations professionnelles et résidentielles, en insistant sur l'importance des aménités naturelles dans les choix de résidence dans les espaces ruraux (chapitre 3).

Encore aujourd'hui, les espaces ruraux sont considérés comme des espaces de production en raison de l'importance des activités agricoles, extractives et manufacturières. La deuxième entrée de l'ouvrage s'intéresse à ces activités productives des espaces ruraux et périurbains, en se centrant sur trois secteurs emblématiques de ces espaces : l'agriculture, les industries agroalimentaires et l'économie présentielle (toutes les activités liées à la résidence permanente ou temporaire, cf. Insee, 2010). L'agriculture y occupe un emploi sur dix alors que l'industrie concerne deux emplois sur dix (soit un tiers des emplois dédiés à la production, le double de la moyenne nationale). Cependant, cette caractéristique mérite d'être modulée de deux manières : par la redistribution des emplois au sein des activités de production, d'une part, et par la montée en puissance des activités attachées à la demande résidentielle, d'autre part. Le champ de l'économie dite résidentielle ou présentielle est très large, il englobe 65 % des emplois en France en 2009. Augmentant dans tous les territoires, leur croissance est particulièrement marquée dans les espaces périurbains (chapitre 4).

Entre agriculture et territoires, la relation s'avère complexe, riche mais aussi ambiguë. Elle exerce une pression sur les espaces ruraux pour en tirer le meilleur sur le plan productif mais en lui infligeant des dommages. Au-delà de sa fonction de production de biens agricoles et alimentaires, l'agriculture joue un rôle primordial pour l'aménagement, l'entretien et la préservation de ces espaces. Cette ambiguïté est à l'origine de débats qui ont pris de l'importance avec la montée en puissance des préoccupations environnementales. Au fil du temps, il s'est alors agi de veiller au respect de l'environnement et plus largement des territoires ruraux par une évolution des pratiques agricoles. Ces nouvelles préoccupations amènent à s'interroger sur leur conciliation ou leur concurrence avec l'objectif de production (chapitre 5). Pratiquement, l'orientation des agriculteurs vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement est fortement liée à l'encadrement technique assuré par les organismes professionnels et interprofessionnels dont ils bénéficient. Il s'avère donc nécessaire de comprendre en tant que tels les changements auxquels sont confrontés les agents d'encadrement des mondes agricoles que sont les conseillers des Chambres d'agriculture, fragilisés par la concurrence de nouveaux acteurs et devant s'adapter au glissement de leur activité vers du conseil marchand, qui nécessite moins de proximité directe avec les exploitants (chapitre 6).

Au même titre que les agriculteurs, les entreprises du secteur industriel doivent aussi composer avec de nouvelles exigences économiques, sociales, environnementales... Le secteur agroalimentaire, le plus dispersé spatialement, offre un exemple intéressant pour comprendre la relation entre espace et adaptations à ces impératifs. Confrontées à une accélération du cycle de vie des produits, conséquence de l'évolution des modes de consommation, et au renforcement des pressions réglementaires et environnementales, elles n'ont d'autres choix que d'innover. Pour cela, les coopérations sont cruciales mais ne nécessitent pas pour autant de proximité géographique entre les entreprises, contrairement à ce qui est fréquemment avancé. En effet, la constitution de réseaux d'innovation peut s'envisager à d'autres échelles spatiales, aussi bien régionale qu'internationale (chapitre 7).

Enfin, une troisième et dernière entrée s'intéresse aux contextes institutionnels et politiques dans lesquels s'opèrent les transformations contemporaines des espaces périurbains et ruraux. La possibilité d'accéder aux emplois, aux commerces et aux services pour chaque habitant constitue un enjeu social et territorial fort. Alors que l'on assiste depuis 30 ans à une baisse de l'offre de services publics, de commerces et d'artisans, cette évolution est très spatialement différenciée et discrimine très nettement les territoires au sein même des espaces périurbains et ruraux (chapitre 8). En amont des réformes territoriales en cours, nous interrogeons les ressorts d'une architecture territoriale optimale, entre économie d'échelle et externalités – favorables à des grandes collectivités – et hétérogénéités des préférences et effets d'encombrement – favorables à de petites collectivités. Ces réformes donneront par la suite l'occasion d'interroger la place des communes rurales dans la nouvelle architecture qui se profile (chapitre 9).

L'action publique en faveur des espaces ruraux est ensuite abordée dans sa dimension historique, puis sous l'angle de la mesure de son efficacité. Le cas particulier de la gestion du foncier permet de mesurer l'évolution de l'encadrement institutionnel de l'agriculture sur un temps long. Jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle et face à l'émiettement des propriétés, ce sont les notaires qui, en lien avec les réseaux familiaux, contrôlaient le foncier. Les lois d'orientation agricole ont offert un autre type de régulation au début des années 1960, avec les SAFER. Le chapitre 10 analyse les réussites et limites de ces sociétés dont l'existence est aujourd'hui remise en cause, ainsi que les nouvelles tentatives législatives de contrôle du foncier. C'est justement aux politiques publiques et à la question de leur évaluation comme enjeu démocratique majeur que s'intéresse le chapitre 11. Comment justifier la pertinence d'une mesure sans en mesurer les effets propres ? En s'appuyant sur différents exemples, on montrera la fragilité de la démonstration de l'impact des politiques de développement rural.

Après ce tour d'horizon des évolutions économiques et sociales des espaces ruraux et périurbains, les grands défis face auxquels l'analyse de ces espaces est aujourd'hui confrontée sont mis en exergue. Au final, les dynamiques des campagnes françaises apparaissent complètement intégrées aux enjeux économiques et sociaux contemporains, que ce soit en termes de démographie et de modes de vie, d'activités économiques, ou bien de politiques publiques. Les bouleversements qu'elles connaissent sont ceux que rencontre la France, tout en se déclinant de manière particulière selon les objets considérés. Nous verrons ainsi l'importance de la fonction des bourgs, de la gestion du foncier et de son articulation aux questions environnementales, ou encore de l'architecture institutionnelle des territoires. Les singularités des campagnes françaises continuent de peser dans le débat public.

## Références bibliographiques

- DOIDY É., MISCHI J., RENAHY N. (dir.), 2008. Mondes ruraux. *Politix*, 248 p.
- DONZELOT J., 2004. La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification. *Esprit*, 303, 14-39.
- GAIGNÉ C., LE GALLO J., LARUE S., SCHMITT B., 2012. Does regulation of manure land application work against agglomeration economies? Theory and evidence from the French hog sector. *American Journal of Agricultural Economics*, 94 (1), 116-132.
- LENCLUD G., 2013. *L'Universalisme ou le pari de la raison. Anthropologie, Histoire, Psychologie*, Hautes Études, Le Seuil/EHESS/Gallimard, Paris, 352 p.
- SCHMITT B., PERRIER-CORNET P., BLANC M., HILAL M. (eds.), 1998. *Les campagnes et leurs villes*. Collection Insee, Contours et Caractères, Inra-INSEE, Paris, 203 p.



## Partie 1

# Population et modes de vie





## Chapitre 1

# **La population des villes et des campagnes : des mobilités qui comblent les disparités historiques ?**

Cécile DÉTANG-DESSENDRE et Virginie PIGUET

En 40 ans, la France a gagné plus de 12 millions d'habitants. Cette dynamique de population est portée par un des taux d'accroissement naturel les plus élevés en Europe (Adveev *et al.*, 2011), fruit d'une part d'un niveau de fécondité soutenu au regard des niveaux observés dans les pays voisins, et d'autre part d'une espérance de vie élevée, en particulier pour les femmes. La répartition de la population sur le territoire métropolitain et sa dynamique a été décrite, tant dans sa dimension régionale (Baccaini, 2007), que sur un gradient urbain-rural (Laganier et Vienne, 2009 ; Clanché, 2014) : à côté du rôle structurant et dynamisant des très grandes aires urbaines et du pôle parisien, qui concentrent en effectif près de la moitié de l'accroissement de la population, les espaces sous influence des villes sont les grands gagnants en relatif, alors que les espaces plus périphériques enregistrent des situations contrastées. L'ampleur et la nature des migrations sont alors déterminantes pour comprendre et expliquer ces dynamiques.

Partant des évolutions démographiques, ce chapitre dresse à grands traits un portrait de la population française dans les territoires (âges, catégories socioprofessionnelles, diplômés), selon le degré d'urbanisation des lieux de résidence. Les flux migratoires entre les différents types d'espace et leurs caractéristiques sont alors précisés, ainsi que quelques pistes d'interprétation pour mieux comprendre les dynamiques de population sur le territoire métropolitain. Ce portrait constitue un préalable pour mieux appréhender la pertinence des politiques d'aménagement du territoire et leur efficacité.

## Les espaces périurbains, grands gagnants des évolutions démographiques sur 40 ans

Même si les espaces périurbains sous influence des grands pôles sont les grands gagnants (avec une augmentation de près de 60 % de leur population entre 1968 et 2009), dès la période intercensitaire 1975-1982, les espaces sous influence des pôles de plus petite taille regagnent des habitants (voir encadré 1.1 pour la définition des types d'espace). Seules les communes éloignées de l'armature urbaine perdent des habitants jusqu'en 1999. L'inversion récente de cette tendance reste pour autant fragile, et le gain de 100 000 habitants dans ces espaces ne les ramène pas au niveau de peuplement de la fin des années 1960. Ainsi en 2009, 83 % de la population réside dans un grand pôle ou bien sous influence de l'un d'entre eux (79 % en 1968). Tout au long de cette période, l'évolution démographique des villes est soutenue par leur solde naturel positif qui compense un solde migratoire négatif (figure 1.1). La croissance démographique des espaces périurbains est portée par un excédent des naissances sur les décès et par un excédent migratoire net alors que les territoires hors de l'influence des villes connaissent quant à eux un bilan naturel négatif et un solde migratoire positif.

Des disparités sont apparues au sein des différents types d'espaces. Commençons par distinguer les pôles urbains. Paris a gardé tout au long des 40 années observées une dynamique naturelle positive qui s'est même accentuée au cours des 10 dernières années, alors que les autres pôles de grande taille ont vu celle-ci diminuer, tout particulièrement entre 1968 et 1990 (taux annuel moyen divisé par deux), pour se stabiliser ensuite. Le solde migratoire est quant à lui très fluctuant dans la capitale, tout en restant négatif. Dans les autres grands pôles, après une période marquée par un excédent de départs par rapport aux arrivées (essentiellement des villes-centres), le solde migratoire de ces espaces s'équilibre au cours des 20 dernières années, avec notamment un ralentissement des départs des villes-centres. Alors que le profil démographique des pôles moyens suivait la tendance des grands pôles hors Paris, jusqu'en 1990 pour le solde naturel et 1999 pour les migrations, son évolution est plus proche de celle des petits pôles dans la période plus récente. Le solde naturel n'a cessé de se dégrader pour être négatif sur la dernière décennie (sur les 20 dernières années pour les petits pôles). En parallèle, le solde migratoire, après avoir avoisiné l'équilibre entre 1990 et 1999, s'est révélé positif au cours de la dernière décennie, tout particulièrement pour les plus petits pôles des territoires ruraux.

Les espaces périurbains sous influence de Paris et des autres grands pôles enregistrent un bilan naturel positif, qui se renforce notamment dans le périurbain des grandes villes de province au cours de la décennie 2000. Les dynamiques du périurbain des pôles moyens et petits sont assez comparables : un solde naturel qui tutoie l'équilibre en fin de période, après avoir été négatif pendant près de 30 ans. Les migrations, tout particulièrement excédentaires en direction de la couronne parisienne jusqu'en 1990, ont vu leur rythme s'infléchir fortement au cours des deux dernières décennies, même si le solde reste positif. Dans les couronnes des grands pôles de province, le même phénomène est observé jusqu'en 1999 – avec un ralentissement tout particulier entre 1990 et 1999 –, mais un regain des arrivées se dessine entre 1999 et 2009. Légèrement positif jusqu'en 1999, le solde migratoire des communes périurbaines sous influence des pôles ruraux

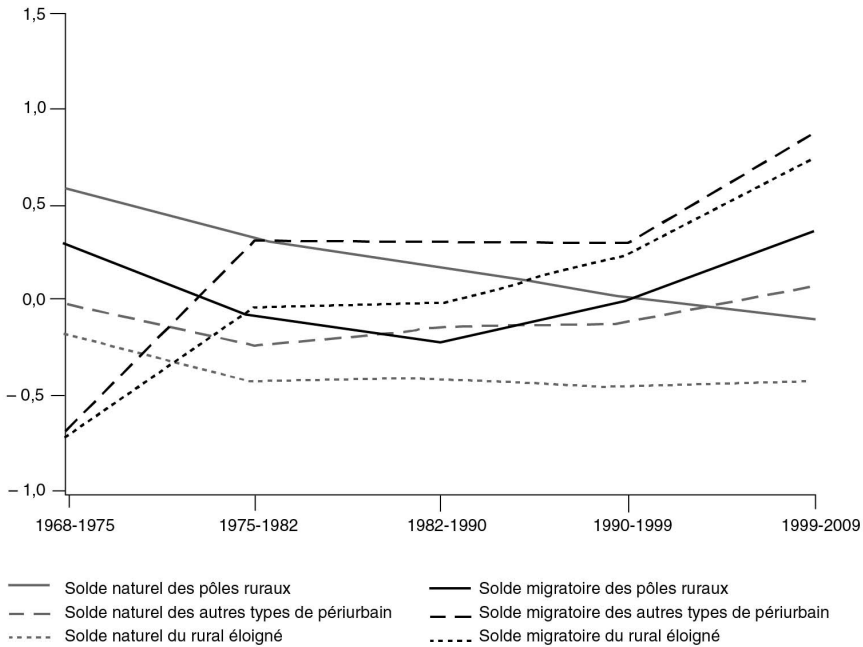
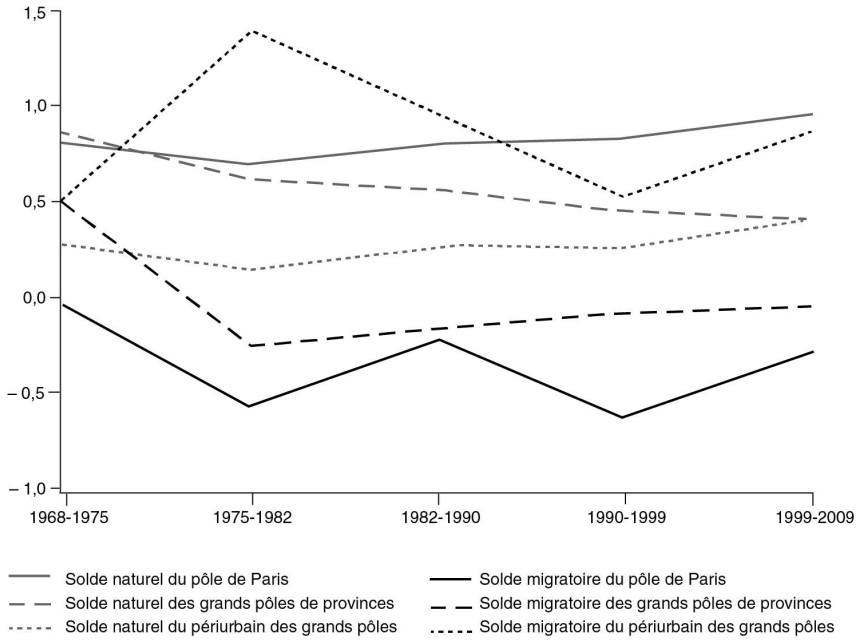


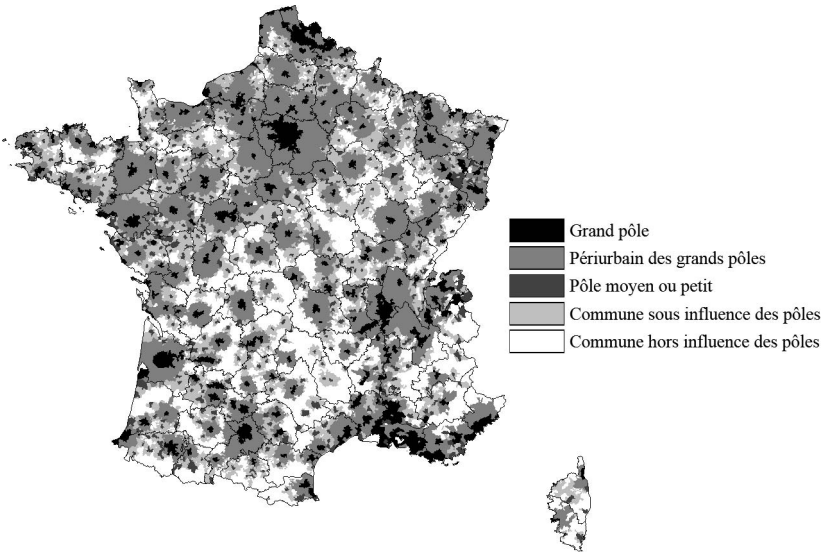
Figure 1.1. Soldes naturels et migratoires par types d'espaces de 1968 à 2009.

Sources : INSEE, RP ; EAR.

**Encadré 1.1. Un gradient urbain-rural sur la base du zonage en aires urbaines de 2010.**

Le découpage utilisé dans ce chapitre et plus largement dans les cadrages statistiques de cet ouvrage est basé sur le zonage en aires urbaines établi par l'Insee en 2010 (ZAU 2010) qui vise à définir des aires d'influence des villes<sup>1</sup>. Pour appréhender les mécanismes qui nous intéressent sur un gradient urbain-rural, nous distinguons trois types de pôles : le pôle urbain de Paris, les grands pôles hors Paris (pôles de plus de 10 000 emplois), les autres pôles (entre 1 500 et 10 000 emplois). Deux types d'espace sous influence urbaine sont ensuite considérés : le périurbain des grands pôles qui regroupent les couronnes des grands pôles et les communes multipolarisées des grandes aires urbaines ; les autres communes sous influence des pôles qui regroupent les communes des couronnes des autres pôles et les autres communes multipolarisées. Les couronnes regroupent les communes dont au moins 40 % des actifs occupés résidents travaillent hors de la commune, dans un pôle ou sa couronne. La catégorie des communes multipolarisées regroupent les communes hors des aires urbaines (pôles et couronnes) avec au moins 40 % de navetteurs, sans atteindre le seuil avec une seule aire. Enfin, on distingue les communes isolées, hors de l'influence des pôles.

La nouvelle typologie de l'Insee, plus détaillée que la précédente puisqu'elle distingue des tailles de pôle, ne qualifie plus explicitement d'espaces à dominante urbaine et d'espaces à dominante rurale. L'espace des grandes aires urbaines regroupant les grands pôles et leurs espaces d'influence définit un espace urbain bien identifié. À l'autre extrémité du gradient de densité, les communes isolées, hors influence des pôles peuvent être qualifiées d'espace rural. La taille moyenne des autres pôles<sup>2</sup>, leur répartition spatiale et le fait que les communes sous leur influence soient pour plus de 90 % des communes rurales<sup>3</sup> nous amène à les considérer comme des pôles structurant l'espace rural : des pôles ruraux.



**Figure 1.2.** Zonage en aires urbaines 2010.

<sup>1</sup> La nomenclature complète est consultable sur le site de l'Insee : [http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=zonages/processus\\_actualisation\\_a\\_u.htm#terminologie](http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=zonages/processus_actualisation_a_u.htm#terminologie)

<sup>2</sup> 230 grands pôles avec une population moyenne de 160 000 habitants (entre 10 211 et 10 413 386). 126 pôles moyens avec une population moyenne de 14 000 habitants (entre 6 689 et 31 166). 415 petits pôles avec une population moyenne de 5 600 habitants (entre 2 237 et 15 017).

<sup>3</sup> Commune appartenant à une zone de bâti continu inférieur à 2 000 habitants.